

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur la relation entre la France et les pays du Golfe persique et sur la situation au Proche Orient, au Koweït le 11 février 2009.

Mesdames et Messieurs, chacun comprendra que mes premiers mots seront pour dire la très vive émotion de la France à la suite de l'attaque meurtrière contre des militaires français qui patrouillaient avec une section de l'armée nationale afghane dans la province du Logar. Dans le cadre de cette patrouille, les Français formaient leurs amis afghans pour que l'afghanisation de l'Afghanistan puisse progresser et se dérouler. Malheureusement, le capitaine Sansoni est décédé dans l'exercice de ses responsabilités. Bien sûr, je m'associe, ainsi que le ministre Hervé Morin à la douleur de sa famille et de ses proches. Je suis désolé de passer d'un sujet à un autre. C'est la règle.

Ce voyage au Koweït, qui fait suite au déplacement au Bahreïn et au Sultanat d'Oman, est destiné à renforcer l'influence de la France et le rôle de la France au service de la stabilité dans une région du monde, dans la région du Golfe, qui est devenue l'une des régions essentielles pour la paix dans le monde. Avec les autorités koweïtiennes, et notamment l'Emir que je veux remercier pour son accueil, nous avons parlé de l'avenir. Les ministres de la Défense discuteront dans les semaines qui viennent de l'actualisation de l'accord de défense qui nous lie, la France et le Koweït, depuis 1992. Le Koweït a cheminé vers la démocratie. Il y a toujours eu une politique étrangère fondée sur la raison, la modération, et Dieu sait que la région en a besoin, et la France confirme son engagement résolu, déterminé au service de la sécurité de ses amis koweïtiens. Le Koweït peut compter sur la France, comme en 1991 lorsqu'il a été victime d'une agression dont personne n'a oublié les conséquences.

Dans le cadre de ce pacte, de cette alliance, de cette amitié, nous travaillons à un partenariat stratégique entre le Koweït et la France. Les ministres de la Défense, d'ici à la fin de l'année, poursuivront des discussions approfondies et nous essayerons d'avoir un accord avant la fin de l'année 2009 sur des projets très importants pour la sécurité du Koweït dont nous avons parlé en détail.

Il s'agit bien sûr de l'acquisition de nos derniers avions de combat, les Rafale, qui fait l'objet de discussions très approfondies, assez avancées, des frégates et puis du système de défense anti-missiles qui contribuera à assurer la sécurité de nos amis koweïtiens. Nous avons également parlé en détail des projets en matière économique dans tous les domaines. Il y a ceux du présent puis il y a ceux de l'avenir. Nous avons constaté, par ailleurs, une très grande communauté de vue dans les analyses du Koweït et celles de la France, s'agissant de la situation de la région au sens large y compris, bien sûr, les différentes actualités du moment.

Cela me permet de dire également un mot sur ce que nous avons fait à Bahreïn où, là aussi, depuis quelques mois, la volonté de travailler entre Bahreïn et la France est considérable, puisque c'est près de 6 milliards d'euros de contrat qui ont été signés entre le Bahreïn, ces derniers mois, et les entreprises françaises. C'est à peu près comparable à ce que j'ai fait au mois de décembre avec le Brésil. S'agissant d'un pays d'un million d'habitants, on voit que l'étendue de la concertation est immense. J'aurai l'occasion de recevoir, à Paris, le Prince héritier, qui est

chargé, par les autorités du Bahreïn de l'avenir à 30 ans du Bahreïn. Et puis, s'agissant du Sultanat d'Oman, j'ai eu l'occasion de répondre aux questions de la presse. Il y a donc des relations au beau fixe entre le Koweït et la France, une volonté de travailler ensemble. J'ajoute que, pour moi, recevoir les avis, les conseils de l'Emir du Koweït qui a été pendant 44 ans ministre des Affaires étrangères, c'est un élément extrêmement précieux pour conduire une politique étrangère française dynamique et extrêmement présente dans cette région du monde. Mesdames et Messieurs, si vous souhaitez me poser des questions, j'essaierai, bien sûr d'y répondre.

Q - Monsieur le Président, nous tous dans la région regardons le rôle français dans la solution des problèmes du Proche-Orient et du Moyen-Orient, particulièrement entre les Israéliens et les Palestiniens. Quelles répercussions auront les résultats des élections israéliennes sur le processus de paix dans la région ?

R - Ecoutez, je ne voudrais pas commenter les élections israéliennes avant d'en connaître l'issue. D'abord, parce n'étant pas israélien, je n'ai pas participé au vote. Les Israéliens choisissent librement ceux qui vont les représenter et, deuxièmement, parce que les résultats étant ce qu'ils sont, il appartient au président Perez de désigner celui ou celle qui aura à conduire nécessairement une coalition. Le président Perez a, je crois, une semaine pour réfléchir à cette question et le prétendant ou la prétendante aura encore quelques jours pour constituer son gouvernement, en tout cas essayer de le faire. Je souhaite vraiment réserver mes commentaires à la constitution de ce gouvernement, ce qui permettra de parler de façon la plus adaptée.

De toute façon, quoi qu'il arrive, je souhaite que les autorités israéliennes nouvelles, face à une situation difficile, aient l'obsession de la paix car seule la paix garantira la sécurité d'Israël et, pour avoir la paix, il faudra un Etat pour les Palestiniens, un Etat démocratique, un Etat moderne, un Etat viable. Tout ce que nous pourrons faire pour aider sur ce chemin, nous le ferons. Je serai, d'ailleurs, le 2 mars, avec Bernard Kouchner, pour coprésider la conférence qu'organise excellemment le président Moubarak pour la reconstruction de Gaza.

Q - J'ai une question à vous poser concernant le dossier nucléaire iranien. Pensez-vous, Monsieur le Président, que la politique de dialogue impulsée par le président Obama suffira à ramener l'Iran à la table de négociation ? Et quel rôle peut jouer la France pour faire du Proche-Orient une zone de paix, dénucléarisée, notamment de l'arsenal israélien ?

R - Je dois être extrêmement prudent parce que je ne veux pas gêner mes hôtes et cela serait très désagréable pour eux que de prononcer des paroles trop définitives à l'endroit de leur grand voisin. Je me suis exprimé à de multiples reprises sur la question du nucléaire militaire iranien. C'est une mauvaise nouvelle pour le monde et c'est une très mauvaise nouvelle pour la région. Il va y avoir des élections en Iran au mois de juin. Je crois qu'il est sage d'attendre que ces élections se déroulent pour que les discussions rentrent dans une nouvelle phase. Je souhaite vivement que le nouveau président américain, M. Barack Obama, engage ces discussions avec un esprit de dialogue, bien sûr, et avec une certaine fermeté. Si l'Iran veut le nucléaire civil, l'Iran en a le droit et les Iraniens aspirent à la paix - je veux dire le peuple - et au développement. S'il s'agit d'acquérir une arme nucléaire, ce sera un problème avec l'ensemble de la communauté internationale. Nous regrettons beaucoup de ne pas faire entendre raison à certains des dirigeants actuels de l'Iran sur ce sujet.

Q - Monsieur le Président, vous avez dit, lors d'une interview publiée par Al Qabas, journal koweïtien, aujourd'hui, qu'on allait préciser une sorte de feuille de route pour l'avenir de la coopération économique entre les deux pays, la France et le Koweït ? Que voulez-vous dire par cette feuille de route de coopération économique ? Et comment évaluez-vous les relations économiques actuelles et les échanges commerciaux entre les deux pays ?

R - La feuille de route, c'est que, avec l'Emir, nous avons fixé des perspectives, un calendrier et une méthode. La méthode, les ministres de la Défense l'ont reçue, et l'Emir m'a dit devant son ministre de la Défense, lui a demandé s'il avait bien entendu ce qu'il avait entendu sur l'avion Rafale. Et, par ailleurs, mon chef d'état-major particulier, en renfort de M. Morin, engagera toutes les discussions pour un véritable partenariat stratégique entre le Koweït et la France. Comment je

juge l'état de nos relations ? C'est excellent et on peut faire mieux. On s'est dit qu'on peut faire mieux et on est convaincus qu'on va faire mieux. Par ailleurs, vous savez toute l'amitié que je porte aux Etats-Unis. Au mois d'avril avec M. Morin, nous inaugurerons une base militaire dans la région, à Abou Dhabi. Nous y stationnerons en permanence des avions, des navires, nous voulons aider à la stabilité dans la région et j'ai cru comprendre que nombre de partenaires de la région ne voyaient pas d'un mauvais oeil de pouvoir participer ainsi à la diversification de leurs amitiés.

J'ajoute que la sagesse avec laquelle est dirigée le Koweït, sagesse qu'il a encore montrée dans la crise financière, qu'avec le Koweït, qui a le deuxième fonds d'intervention du monde, fonds souverain, nous avons beaucoup à construire ensemble. Si j'avais un lien à faire avec Oman, le Bahreïn et le Koweït, ce sont des pays petits par leur nombre d'habitants mais grand par la sagesse de leurs dirigeants, la modération de leurs dirigeants, et le souci qu'ils ont de maintenir la diversité, la paix et la concorde dans cette région. Franchement, la France, qui veut être présente dans cette région, aidera à reconstruire l'Irak et veut être un ami stratégique mais il y a beaucoup à faire. Quand je regarde, depuis pratiquement 20 ans, il n'y a pas eu de chefs d'Etat ou de gouvernement qui sont venus dans ces pays. Je me dis : on a du travail à faire et un retard à rattraper. Eh bien, c'est la bonne occasion, une nouvelle administration américaine, une nouvelle équipe en France, allons-y !

Q - En ce qui concerne les discussions dont vous avez parlé, avec le Koweït sur les Rafale, de combien d'avions parlons-nous ? Et à quelle échéance ces discussions pourraient aboutir ?

R - On s'est mis comme échéance la fin de l'année.

Q - Et combien d'avions ?

R - Entre 14 et 28 pour le Koweït. Nos amis koweïtiens décideront. Vous savez, en ce qui nous concerne, c'est très clair. Avec Bernard Kouchner, on défend l'idée d'une collaboration stratégique au service de la sécurité et de la stabilité du Koweït et il faut voir tout cela dans un ensemble. Il ne s'agit pas simplement de commerce. Il s'agit de politique, de diplomatie et de stabilité.

Q - Vous avez un grand projet de conférence pour la paix à Paris. Je voulais savoir si lors de cette visite dans le Golfe, vous vous êtes senti soutenu dans votre projet ?

R - Franchement, je ne parle pas de ce grand projet. Vous savez, les projets, tant qu'ils ne sont pas aboutis... Si vous saviez le nombre de projets que nous avons avec Bernard Kouchner. Tous, malheureusement, ne sortent pas. En ce moment même, on travaille sur plusieurs projets et des questions bien difficiles. Mais je peux vous dire et, franchement, interrogez mes interlocuteurs, aussi bien à Oman, qu'à Bahreïn, qu'au Koweït, que tous nous ont dit : "merci à la France de ce que vous avez fait aux côtés de l'Egypte et du président Moubarak pour la paix entre les Israéliens et les Palestiniens". Cela a été une constante et, je peux dire, j'espère qu'il ne m'en voudra pas, que l'Emir du Koweït, lui-même, m'a indiqué : "on a tous été soulagés de voir que la France soutenait totalement l'initiative égyptienne, la partageait et que la France s'était engagée avec modération pour permettre le cessez-le-feu des deux côtés, le retrait de l'armée israélienne de Gaza, pour dire à tout le monde qu'on peut tenir le même discours, celui de la paix".

Franchement, de ce côté-là, je peux vous dire que cela a été unanime, y compris, d'ailleurs, les autorités irakiennes qui ont tenu exactement le même discours. Et si, l'intervention de la France n'avait pas été saluée, je ne pense pas que le président égyptien m'aurait demandé de venir à la conférence pour la reconstruction de Gaza. De ce côté-là, j'ai bien reçu le message d'une volonté de nos amis du Golfe, plus généralement de nos amis arabes, d'une France qui tenait un discours équilibré, dont ils comprenaient parfaitement que nous étions totalement déterminés pour assurer la sécurité, le droit à la sécurité d'Israël mais que nous avons la même détermination pour permettre aux Palestiniens de vivre dans un Etat indépendant, démocratique, viable et moderne. Franchement, de ce côté-là, c'est absolument incontestable, ce qui facilite d'ailleurs l'action de la France sur tous les autres dossiers.

Q - Un mot sur la Guadeloupe, la situation ne s'améliore pas. Quel est votre commentaire ? Est-ce que vous envisagez la possibilité de vous rendre en Guadeloupe ou en tout cas dans les

Antilles ?

Autres :

R - Ecoutez, je ne vais pas commenter la situation en Guadeloupe du Koweït. Nous voilà bien embêtés : quand je m'occupe de tout, vous êtes inarrêtables. Et voilà que je suis deux jours dans le Golfe et qu'on m'interroge sur le sujet. Je suis, bien sûr, les affaires guadeloupéennes avec énormément d'attention. Je suis tenu informé régulièrement par le Premier ministre de tous les efforts qu'il met en oeuvre. Bien sûr, j'aurai l'occasion, au moment venu, d'intervenir et de dire ce que j'en pense. Mais convenez que Koweït City n'est pas forcément le meilleur endroit pour intervenir sur ce sujet, même si je comprends votre question d'actualité.

Q - Monsieur le Président, le Koweït est votre second pays, soyez-y le bienvenu. Nous aimerons avoir votre opinion quant à l'attitude du Premier ministre turc lors de la Conférence de Davos et est-ce que cela jouera pour l'admission de la Turquie au sein de l'Union européenne ?

R - Ecoutez, cette tournée s'est très bien passée. Je ne veux d'ennui avec personne. Je ne veux pas commenter tout ceci. Ma position sur la Turquie est bien connue. La Turquie est un très grand pays, une grande civilisation, joue un très grand rôle. J'ai, moi-même, eu l'occasion de parler longuement avec le Premier ministre turc à Damas en présence de l'Emir du Qatar et du président Bachar Al-Assad. J'ai moi-même demandé à ce que le sherpa, l'émissaire du Premier ministre turc soit à mes côtés lorsque je voyais le président Bachar Al-Assad. Je veux saluer le rôle que joue la Turquie pour aider à rapprocher les positions. J'ai toujours pensé que la Turquie avait un rôle central car elle n'était pas tout à fait en Europe et pas tout à fait en Asie. Parce que cela lui permettait d'être un pont entre ces deux mondes qui lui permettait d'être à la fois d'une région et à la fois de l'autre. C'est la grandeur de la Turquie que d'avoir cette double identité, en quelque sorte, d'Asie mineure et d'Europe. Il est très important pour elle qu'elle garde cette capacité à discuter avec tout le monde. Cela a toujours été ma position. Elle est bien connue. Elle n'a pas changé.

Q - La Commission européenne va demander à la France ou a demandé à la France de réviser son plan automobile, notamment la partie sur les non-fermetures de sites. Allez-vous modifier le plan automobile européen ? M. Streiff, de Peugeot, a dit aujourd'hui qu'il allait continuer les suppressions d'emploi cette année en France. Quelle est votre réaction ?

R - S'agissant de l'emploi dans la filière automobile, c'est ma responsabilité de préserver l'emploi en France. D'ailleurs, ce plan automobile est un plan qui sert bien à nos voisins européens. Parce que si on n'avait pas engagé ce qu'on a engagé au service de PSA et Renault, c'est leurs implantations partout en Europe qui seraient menacées. Et si d'autres pays européens veulent participer au financement du plan pour sauver les constructeurs français qui travaillent en Europe, naturellement nous les accepterons bien volontiers. Il n'y a pour cela aucun problème.

S'agissant des demandes d'explication de la Commission, ce n'est pas la première fois. Je lui fournirai sans aucun problème. On ne peut quand même pas reprocher à une équipe gouvernementale d'un président français d'utiliser l'argent des contribuables de préférence pour que cela soit des emplois conservés dans le pays dont les contribuables paient les impôts. Il y a eu un million de voitures construites ailleurs qu'en France en trois ans. Je n'ai pas entendu beaucoup de personnes qui nous en félicitaient lorsque cela partait chez eux. Il n'est donc pas absolument anormal que les nouveaux moteurs, nous souhaitons, avec l'argent du contribuable, les faire fabriquer dans les usines en France. Il n'y a là rien de protectionniste du tout.

Et pour le reste, M. Streiff, je lui fais confiance. Il a signé des engagements. Je veillerai à ce qu'ils soient respectés. Il y a même une clause, si les engagements n'étaient pas respectés, qui fait que les taux d'intérêt auxquels nous prêtons l'argent seraient augmentés.

Q - Certains partis libanais ont quelques doutes s'agissant d'un accord franco-syrien qui pourrait avoir un impact sur le Tribunal international concernant l'assassinat du président Hariri. Est-ce que vous pensez qu'un jour, nous connaîtrons l'identité des assassins ?

R - Que les choses soient très claires : j'en ai parlé avec le président Bachar Al-Assad qui sait très bien la position de la France. Nous avons même contribué au financement du tribunal pour retrouver le coupable ou les coupables de l'assassinat de M. Rafic Hariri. Je vous dis une chose : la France est déterminée à connaître la vérité et à punir les assassins. Il n'y a aucun changement. J'en ai parlé avec le président Bachar Al-Assad sans aucun problème. De ce côté-là, nous irons

jusqu'au bout pour savoir la vérité. Vous me dites que certaines composantes de la vie politique libanaise ont des doutes sur un accord entre la France et la Syrie. D'abord, certaines composantes de la vie politique libanaise, la vie politique libanaise - c'est pour cela que j'ai du grand respect pour elle - n'est pas simple. Mais, enfin, je me souviens quelle était la situation du Liban avant que M. Kouchner et moi-même ne nous en occupions. Il n'y avait pas de président, il n'y avait pas de gouvernement, il n'y avait pas de parlement, et la seule chose qu'il y avait, c'était les attentats. Depuis, il y a un président, il y a un parlement, on a trouvé la clé sur la porte. Il va y avoir des élections. Le gouvernement travaille et fort heureusement, le Liban, j'espère, pour longtemps, est sorti de la rubrique actualité/attentat. Les Syriens vont ouvrir une ambassade, le lieu est trouvé et la personnalité en voie de désignation. C'est la première fois dans l'histoire de ces deux pays. Je comprends parfaitement qu'il y ait des inquiétudes après ce qu'ont vécu les Libanais.

Enfin, nul ne peut contester qu'il y a eu une amélioration de la situation, qui est incontestable. Je sais bien que quand je me suis rendu à Damas et que j'ai reçu Bachar Al-Assad, il y a eu des doutes et des craintes. Je les comprends. J'ai moi-même hésité. Nous avons longuement parlé avec M. Kouchner et puis on a décidé. S'il y avait la question : est-ce que vous le regrettez dans l'état actuel des choses ? Non.

Je vous remercie.